

ANNA NEYRAT
Maîtresse de conférences en droit public
Sciences Po Bordeaux
Membre du Centre Émile Durkheim (UMR 5116)
Membre associée du CERCCLÉ (EA 7436)



Née le 11 mai 1988 à Poitiers

Coordonnées professionnelles :

a.neyrat@sciencespobordeaux.fr

Bureau B 011

Science Po Bordeaux, 11 allée Ausone,

33 607 Pessac CEDEX

CARRIERE UNIVERSITAIRE

Depuis 2020 : Maîtresse de conférences, Sciences Po Bordeaux.

2018-2020 : Maîtresse de conférences, Université Paul Valéry-Montpellier 3, Faculté des sciences sociales, des organisations et des institutions.

2017-2018 : Enseignante-chercheuse contractuelle (LRU), Université Bretagne-Sud, Faculté de droit, sciences économiques et gestion.

2016-2017 : ATV, Université de Bordeaux, Faculté de droit et sciences politiques.

2014-2016 : ATER, Université de Bordeaux, Faculté de droit et sciences politiques

2011-2014 : Doctorante-contractuelle avec charge d'enseignement, Université de Bordeaux, Faculté de droit et sciences politiques

ACTIVITES DE RECHERCHE

Champs de recherche :

Droit administratif comparé (France/Espagne) ; Phénomènes de circulation du droit ; Histoire du droit administratif et de sa pensée juridique ; Droit de la fonction publique ; Droit des étrangers.

Travaux :

Ouvrages

- 1) *L'existence d'un droit administratif parlementaire : regards croisés*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, Colloques et Essais, **à paraître** (codirection avec Jean-Philippe Ferreira, Pauline Gervier, Anna Maria Lecis Cocco Ortú, Sylvain Niquège)
- 2) *Le rapport du droit administratif national aux droits administratifs étrangers. Les cas de la France et de l'Espagne*, Paris, L'Harmattan, Logiques Juridiques, 2019.
- 3) *Le contentieux universitaire et la modernité*, Paris, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, Colloques et Essais, 2019 (codirection avec M. Baubonne et R. Carin).

Articles/chapitres d'ouvrages

- 1) « La réforme de la fonction publique espagnole : un "Godot" sur le point d'arriver ? », *AJFP*, 2024, n° 2, p. 89-93
- 2) « CE, Ass. 24 juin 1960, *Frampar et SARL France éditions et publications* », in T. Perroud, J. Caillasse, J. Chevallier, D. Lochak, *Les grands arrêts de la jurisprudence administrative. Approche politique*, 2^e éd., coll. Les grandes décisions, LGDJ, 2024, p. 659-672
- 3) « Los procesos de "référendum" en el contencioso-administrativo francés », *Revista de derecho público*, n° 15, 2023, p. 11-27.
- 4) « La distinction des corps et cadres d'emplois en trois catégories a-t-elle encore un sens ? » *AJDA* 2023, n° 24, p. 1278-1283.

- 5) « Louise Michel et les étrangers », in M. Touzeil-Divina, C. Benelbaz, C. Cerda-Guzman, M. Jaoul, G. Koubi, *Louise Michel & le(s) droit(s)*, Editions L'Epitoge, coll. Histoire(s) du Droit, 2023, p. 71-84 (coécrit avec C. Cerda Guzman).
- 6) « Quelle résonance de *Blanco* en Espagne ? A propos de la liaison de la compétence et du fond », in F. Blanco, S. Gilbert, A. Jacquemet-Gauché (dir), *Autour de larrêt Blanco*, 2023, p. 259-269.
- 7) « Les relations entre l'Administration centrale et les administrations territoriales en France à l'épreuve de la crise sanitaire », *Italian Papers On Federalism (IPOF)*, 2022, n° 1 (en ligne) disponible sur : <https://www.ipof.it/les-relations-entre-ladministration-centrale-et-les-administrations-territoriales-en-france-a-lepreuve-de-la-crise-sanitaire/> (Coécrit avec Anna Maria Lecis Cocco Ortù)
- 8) « La transformation des inspections générales », *AJDA*, 2022, n° 12, pp. 679-685.
- 9) « La "survulnérabilité" des jeunes étrangers isolés », in D. Guérin (dir.), *Droit et jeunesse par le prisme de la vulnérabilité*, LexisNexis, 2021, pp. 319-330.
- 10) « La décision du Conseil d'Etat du 1er juillet 2020, *Association UNEDESEP et autres*: les premières fondations de ce que pourrait être l'Université de demain ? », in C. Gauthier, M. Tissier-Raffin, « Le plan Bienvenue en France : bilan d'étape », *Revue des Droits de l'Homme*, 2021, n° 19 (en ligne sur <https://journals.openedition.org/revdh/11240>).
- 11) « Mineurs non accompagnés et inapplication du droit de la protection de l'enfance », in E. Péchillon et S. Renard (dir.), *L'inapplication de la règle de droit. Exploration des contours d'un phénomène mal connu*, Mare & Martin, coll. Droit & Science politique, 2020, pp. 79-90.
- 12) « Analyser le rapport du droit administratif national aux droits administratifs étrangers ou défendre l'intérêt des recherches comparatives non prescriptives », *Revue générale du droit on line*, 2019, n° 49706 (www.revuegeneraledudroit.eu/?p=49706).
- 13) « En finir avec le "bricolage" : pour une étude critique de la modernité du contentieux universitaire », in M. Baubonne, R. Carin, A. Neyrat (dir.), *Le contentieux universitaire et la modernité*, Paris, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, Colloques et Essais, 2019, pp. 9-24 (coécrit avec R. Carin).
- 14) « L'instrumentalisation de l'histoire du droit sous le premier franquisme : l'exemple du droit public », in N. Hakim (dir.), *L'histoire du droit, entre science et politique*, Editions de la Sorbonne, coll. Théorie et Histoire du droit, 2019, pp. 273-293.
- 15) « Le recrutement des emplois de direction à la discrétion des autorités politiques à l'épreuve du Nouveau Management public. Étude des cas français et espagnol », *RDP*, 2018, n°5, pp. 1359-1384.
- 16) « Précarité juridique du fonctionnaire stagiaire : bilan au regard de la situation de l'agent public contractuel », *AJFP*, 2017, n° 2, pp. 68-74.
- 17) « Léon Duguit, juriste reconnu, anarchiste qui s'ignore ? », in C. Bertrand, R. Brett, F. Pulliero, N. Wagener, *Droit et anarchie*, L'Harmattan, coll. Presses Universitaires de Sceaux, 2013, pp. 83-102.

Observations/signalements :

- 1) « Le rapport du droit administratif national aux droits administratifs étrangers : les cas de la France et de l'Espagne », *Droit administratif*, 2017, n°11, Rubrique « Ma thèse en 3000 signes », p. 12.
- 2) « La Cour Européenne avalise la réforme du recours d'amparo en Espagne », Obs. sous C.E.D.H., 20 janvier 2015, *Arribas Antón c/ Espagne*, Req. n° 16563/11, *Journal d'Actualité du Droit Européen (JADE)*, mars 2015.
- 3) « Quelques précisions sur la notion d'effectivité du recours. Recours d'amparo et protection illusoire », Obs. sous C.E.D.H., 19 février 2013, *García Mateos c/ Espagne*, Req. n° 38285/09, *Journal d'Actualité du Droit Européen (JADE)*, avril 2013.

Chroniques

- 1) « Chronique d'ouvrages étrangers – Francisco Velasco Caballero, Administraciones públicas y Derechos administrativos, Madrid, Marcial Pons, 2020 », *RFD4*, 2023, n° 1, p. 203-204.

Communications orales :

- 1) « Le contrôle du juge sur le contrat de partenariat public-privé en France », Colloque *Les partenariats public-privé en droit comparé ibéroaméricain*, organisé par Gilles J. Guglielmi, Université Paris II Panthéon-Assas, 20 novembre 2023.
- 2) Participation à la table-ronde « L'approche comparatiste de la jurisprudence Blanco », Colloque *Autour de l'arrêt Blanco – 1873-2023*, organisé par Florent Blanco, Simon Gilbert et Anne Jacquemet-Gauché, Conseil d'État, 8 février 2023. Retranscription par Florent Blanco, Simon Gilbert et Anne Jacquemet-Gauché, *RFD4*, 2023, n° 2, p. 220-226.
- 3) « Les relations entre l'Administration centrale et les administrations territoriales en France : quelles leçons tirer de la crise sanitaire ? », Communication avec Anna Maria Lecis Cocco Ortù dans le cadre de la *Giornata di studi nell'ambito della Borsa Cassini Junior 2021, Repenser la relation centre-périphérie après l'urgence du Coronavirus, entre besoins unitaires et garanties d'autonomie territoriale. Une comparaison entre la France et l'Italie*, Università di Genova, 2 novembre 2021 (direction scientifique Eleonora Ceccherini e Diego Baldoni)
- 4) « Quel accès à la formation des jeunes majeurs étrangers ? », Communication dans le cadre de la journée d'études *Les mineurs non accompagnés : protection de l'enfance, accès à l'éducation et à l'alimentation*, soutenu par la Chaire Diasporas africaines de Sciences Po Bordeaux et de l'Université Bordeaux Montaigne, le 17 juin 2021 (direction scientifique C. Crenn et I. Rigoni).
- 5) « Le positionnement du Conseil d'État sur l'arrêté du 19 avril 2019 relatif aux droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur », Communication dans le cadre du colloque *Le plan « Bienvenue en France ». Bilan d'étape*, organisé par les laboratoires CERCLE, CRDEI, CERFAPS, COMPTRASEC, Université de Bordeaux, le 18 septembre 2020 (direction scientifique C. Gauthier et M. Tissier-Raffin).
- 6) « La vulnérabilité des jeunes majeurs étrangers isolés », Communication dans le cadre du colloque *Jeunesse et droit, approches internes et internationales*, organisé par le laboratoire Lab-LEX, Université Bretagne Occidentale, les 17 et 18 octobre 2019 (direction scientifique J. Boisson, N. Dedessus-Le-Moustier, C. Hablot, D. Guérin, S. Renard, M. Rebourg et F-X Roux-Demare).
- 7) « Le rapport du droit administratif national aux droits administratifs étrangers. Les cas de la France et de l'Espagne », Communication dans le cadre du colloque *L'actualité des thèses en droit public comparé*, organisé par le laboratoire Forces du droit, Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, le 12 avril 2019 (Direction scientifique D. Jouve et M. Tourbe).
- 8) « Mineurs non accompagnés et inapplication du droit de la protection de l'enfance », Communication dans le cadre du colloque *L'inapplication de la règle de droit*, organisé par le Lab-LEX (EA 7480), Université Bretagne-Sud, les 4 et 5 avril 2019 (Direction scientifique E. Pechillon et S. Renard).
- 9) *Seminario internacional de derecho administrativo, Décimo aniversario del código procesal contencioso-administrativo*, 3-6 de septiembre de 2018, Colegio de Abogados y Abogadas de Costa Rica.
 - Exposición n° 1 : “La jurisdicción de lo contencioso administrativo en Francia : Historia, Presente y Futuro”.
 - Exposición n° 2 : “El proceso cautelar de référé del contencioso-administrativo francés: tipología de los procesos; su objeto; poderes del juez”
 - Exposición n° 3 : “Tipología de los procesos contencioso-administrativos franceses”.
- 10) Table ronde portant sur *Les rapports entre les droits administratifs nationaux, le cas du Mexique, de l'Espagne et de la France*, avec le professeur Guillermo Cambero Quezada, avocat et professeur à l'Université

d'ITESO (Guadalajara, Mexique), maître Romain Reveau, avocat au barreau de Nantes, organisée par le Lab-LEX (EA 7480), Université Bretagne-Sud, le 9 novembre 2017 (Direction scientifique L. Molinero).

- 11) « L'instrumentalisation de l'histoire du droit sous le premier franquisme : l'exemple du droit public », Communication dans le cadre du colloque international jeunes chercheurs, *L'histoire du droit, entre science et politique*, organisé par le CAHD, Université de Bordeaux, et l'UMR droit comparé, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, les 15 et 16 octobre 2015.
- 12) « La fonction publique, point de vue comparatiste, France-Espagne », Communication dans le cadre de *Séminaires franco-mexicains : regards croisés sur le droit public*, organisés par l'IEDP, Faculté Jean Monnet, Université Paris-Sud du 7 au 11 avril 2014.
- 13) « Léon Duguit, juriste reconnu, anarchiste qui s'ignore ? », Communication dans le cadre du colloque *Droit et Anarchie* organisé par l'IEDP, Faculté Jean Monnet, Université Paris-Sud, le 23 novembre 2012

Organisation de colloques

- 1) Co-responsabilité scientifique avec C. Cerdá-Guzman, J.-P. Ferreira, S. Niquède des ateliers en droit administratif comparé sur puissance publique et satisfaction des besoins premiers de la population. Approche comparative. Université de Bordeaux (2024-2025).
- 2) Co-responsabilité scientifique avec J.-P. Ferreira, P. Gervier, A.M. Lecis Cocco Ortú, et S. Niquède de l'organisation du colloque *L'existence d'un droit administratif parlementaire*, dans le cadre des journées décentralisées de l'AFDC 2022 « Droit constitutionnel et droit administratif », novembre 2022.
- 3) Co-responsabilité scientifique avec M. Baubonne et R. Carin de l'organisation du colloque *Le contentieux universitaire et la modernité*, Université Bretagne-Sud, 20 avril 2018

Projets de recherche collective :

- 1) **2022-2025** : Participation au projet de recherche « Espacios jurídicos transnacionales en la formación del Derecho administrativo : diálogos sobre el servicio público », dirigé par Elisenda Malaret García, Catedrática de derecho administrativo, Universitat de Barcelona
- 2) **2022-2025** : Participation au projet de recherche pluriannuel COJEMI (coresponsabilité de l'axe discours des acteurs institutionnels et associatifs). Projet région, dirigé par Etienne Damome, Professeur en sciences de l'information et de la communication, Université Bordeaux Montaigne
- 3) **2020-2023** : Participation au projet de recherche pluriannuel « Mobilités à des fins d'études et de recherche. Vers une reconfiguration des mobilités extracommunautaires ? », dirigé par Catherine Gauthier et Marion Tissier-Raffin, Maîtresses de conférences à l'Université de Bordeaux.
- 4) **2018-2020** : Participation au Projet de recherche « Le traitement des QPC par les juges de première instance et d'appel dans les ressorts de la Cour administrative d'appel de Bordeaux et des Cours d'appel de Bordeaux et Agen », sous la responsabilité scientifique de Pauline Gervier, maîtresse de conférences à l'Université de Bordeaux et de Florian Savonitto, maître de conférences à l'Université de Bordeaux. Organisé dans le cadre de l'appel à projets *QPC 2020*, à l'initiative du Conseil Constitutionnel.

Diffusion de la recherche :

- 1) **2024** : Animation Café-recherche : « le projet de loi "immigration, intégration, asile" : quelles conséquences ? »
- 2) **2023** : Co-animation Café-recherche : la réforme des retraites

Appartenance à des laboratoires, associations ou groupes scientifiques :

- 1) Membre du Centre Émile Durkheim (CED, UMR 5116, CNRS, Sciences Po Bordeaux, Université de Bordeaux)
- 2) Membre associée du Centre d'Études et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'État (CERCLE, EA 7436)
- 3) Membre élue du conseil d'administration de l'Association Française de Droit Administratif (AFDA)
- 4) Membre fondatrice du RIEHDA (Red Internacional de Estudios sobre la Historia del Derecho Administrativo), coordinatrice nationale pour la France.
- 5) Membre de l'Association Française de Droit Constitutionnel (AFDC)
- 6) Membre de la Société de législation comparée (SLC), Section droit de l'action publique.

ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT

A Sciences Po Bordeaux :

- 1) Cours magistral : **Droit public européen** –4A Majeure Politique, société, communication, Parcours Intégration et gouvernance européennes, Semestre 1, 18 heures (2020-...).
- 2) Cours magistral : **Droit administratif général** –4A Majeure Carrières publiques, , Semestre 2, 18 heures (2020-...).
- 3) Cours magistral : **Droit de la fonction publique** –4A Majeure Carrières publiques, Parcours Carrières administratives, Semestre 2, 18 heures (2020-....).
- 4) Cours intégré : **Les collaborateurs de politiques : approche juridique** –5A Majeure Politique, Société, Communication, Parcours APRI et MDP, Semestre 1, 18 heures (2023-...)
- 5) Module spécifique étudiants apprentis : **Cadres territoriaux de l'action publique** – 5A Majeure Management de projets et d'organisations, Parcours ESSIS et GTE, Semestre 1, 10,50 heures (2023-...)
- 6) Séminaire : **Droit public** –5A Parcours/Prépa « Objectif Haute fonction publique », 22h (2020-...)
- 7) Conférences de méthode : **Administration publique** –4A, Semestre 1 et 2, 45 heures, 1 groupe (2020-2021).
- 8) Conférences de méthode : **Droit et institutions publiques** –3A, Semestre 1 et 2, 45 heures, 2 groupes (2020-...).

A Médiaquitaine (Centre régional de formation aux carrières des bibliothèques) :

- 1) Cours magistral : **Droit de la fonction publique d'État et territoriale** – Préparation aux concours de Conservateur d'État et territorial, de Bibliothécaire d'État et territorial (catégorie A) et d'assistant et assistant principal territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques (catégorie B), 3 heures (2020-...)
- 2) Cours magistral : **Organisation territoriale** – Préparation aux concours de Conservateur d'État et territorial, de Bibliothécaire d'État et territorial (catégorie A) et d'assistant et assistant principal territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques (catégorie B), 3 heures (2020-...)

A l'Université Paul Valéry-Montpellier 3 :

DUT Carrière sociales :

- 1) Cours magistral : **Institutions territoriales, nationales et européennes** –1^{ère} année DUT Carrières sociales, Semestre 1, 30 heures (2018-2020).
- 2) Cours magistral et travaux dirigés : **Droit appliqué pour l'option Services à la personne**– 2^{ème} année DUT Carrières sociales, Semestre 1, 20 heures + 10 heures (2018-2020).

- 3) Cours magistral et travaux dirigés : **Droit appliqué pour l'option Gestion urbaine** – 2^{ème} année DUT Carrières sociales, Semestre 1, 20 heures + 10 heures (2019-2020).
- 4) Cours magistral et travaux dirigés : **Droit spécialisé pour l'option Services à la personne** – 2^{ème} année DUT Carrières sociales, Semestre 2, 10 heures + 20 heures (2018-2019).

Département Administration économique et sociale :

- 1) Cours magistral : **Droit administratif** – Licence 2 AES, Semestre 2, 36 heures (2019-2020).
- 2) Cours magistral et travaux dirigés : **Droit de l'intervention publique** – Licence 3 AES, Parcours DS, Semestre 2, 18 heures + 6 heures (2018-2019).
- 3) Séminaire : **Le droit d'asile : approches internationale, européenne et française** – Master 2 Intervention et Développement Social, Parcours Migrations Inter-Méditerranéennes, Semestre 1, 10 heures (2018-2021).
- 4) Séminaire : **Droit des mineurs isolés étrangers** – Master 2 Intervention et Développement Social, Parcours Migrations Inter-Méditerranéennes, Semestre 1, 5 heures, (2019-2021).

A l'Université Bretagne Sud :

- 1) Cours magistral : **Droit de la fonction publique** – Licence 3, Semestre 1, 24 heures (2017-2018).
- 2) Cours magistral : **Droit international public** – Licence 3, Semestre 1, 18 heures (2017-2018).
- 3) Cours magistral : **Organisations internationales et européennes** – Licence 1, Semestre 2, 21 heures (2017-2018).
- 4) Travaux dirigés : **Droit administratif général** – Licence 2, Semestre 1 et Semestre 2, 30 heures, trois groupes (2017-2018).
- 5) Travaux dirigés : **Droit international public** – Licence 3, Semestre 1, 13,5 heures, un groupe (2017-2018).
- 6) Travaux dirigés : **Droit du service public** – Master 1, Semestre 1, 15 heures, un groupe (2017-2018).
- 7) Travaux dirigés : **Droit du contentieux administratif** – Licence 3, Semestre 2, 13,5 heures, deux groupes (2017-2018).
- 8) Travaux dirigés : **Droit matériel de l'Union européenne** – Licence 3, Semestre 2, 13,5 heures, un groupe (2017-2018).
- 9) Jurys de la Préparation Concours : **Exposés-discussion** – Licence 3, Semestre 1 et 2, 6 heures (2017-2018).

A l'Université de Bordeaux :

- 1) Travaux dirigés : **Droit de l'Union européenne** – Licence 2, Semestre 2, 6 heures, quatre groupes (2017)
- 2) Travaux dirigés : **Droit administratif** – Licence 2, Semestre 1 et Semestre 2, 30 heures, trois groupes (2014-2016)
- 3) Travaux dirigés : **Droit constitutionnel** – Licence 1, Semestre 1 et Semestre 2, 30 heures, deux groupes (2012-2014).

ACTIVITES PEDAGOGIQUES, ADMINISTRATIVES, D'ENCADREMENT SCIENTIFIQUE

Responsabilités pédagogiques et administratives actuelles

- Coordinatrice de la discipline Droit -Sciences Po Bordeaux (2023-...)
- Membre nommée du Conseil scientifique de Sciences Po Bordeaux (2020-2023 ; 2023-...)
- Membre de la commission de la documentation et des bibliothèques (2020-2023 ; 2023-...)

Responsabilités pédagogiques et administratives antérieures

- Responsable de la filière intégrée France-Espagne de Sciences Po Bordeaux (FIFE). Formation intégrée franco-espagnole débouchant sur le Diplôme de Sciences Po Bordeaux et le Grado en

Ciencia Política y Administración Pública del departamento de Ciencia Política y relaciones internacionales de la Universidad Autónoma de Madrid, 2021-2022.

- Co-référente pédagogique L1 AES Béziers, 2019-2020.
- Membre élue du Conseil scientifique de l'Université Montesquieu-Bordeaux IV, puis de la Commission Recherche de l'Université de Bordeaux, entre 2012 et 2015.
- Présidente de l'association Ad Hoc (association des doctorants et docteurs en droit de l'Université de Bordeaux) au cours de l'année universitaire 2013-2014 ; membre de son conseil d'administration de l'association entre 2012 et 2014.

Comités de sélection

- Membre d'un comité de sélection de MCF (section 02), Université de Poitiers (2024)
- Membre de comités de sélection de CDD LRU Université de Bordeaux (2019, 2022, 2024)
- Membre de comités de sélection de CDD LRU Université Bretagne Sud (2022)
- Membre de comités de sélection d'ATER (section 02), Sciences Po Bordeaux (2021-...)

Comités de suivi de thèse

- Comités de suivi de thèse de 4 doctorants de l'Université de Bordeaux en 2023
- Comités de suivi de thèse de 3 doctorants de l'Université de Bordeaux en 2022
- Comités de suivi de thèse de 2 doctorants de l'Université de Bordeaux en 2021

Participation à des jurys de thèse

- Membre du jury pour la soutenance de thèse de Carlos-Mario Dávila-Suárez, *La formation du contrôle juridictionnel de l'administration en droit colombien et l'influence du droit français : essai sur les obstacles à l'accès à la justice contentieuse-administrative et sur la protection effective des droits des administrés*, avec G. J. Guglielmi (dir.), S. Gilbert (rapp.), G. Sierra-Cadena (rapp.), M. Salcedo-Castro, soutenue le 10 décembre 2019.

DIPLOMES ET TITRES UNIVERSITAIRES

2017 : Qualification aux fonctions de maître de conférences en droit public, par le Conseil National des Universités (section 02).

2016 : Doctorat en droit, autorisation de publication en l'état.

- Titre de la thèse : *Le rapport du droit administratif national aux droits administratifs étrangers. Les cas de la France et de l'Espagne*.
- Date et lieu de soutenance : 25 novembre 2016, Université de Bordeaux.
- Directeur de thèse : M. Fabrice MELLERAY, Professeur à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne.
- Composition du jury : M. Pierre BON, Professeur émérite à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (président du jury), M. Simon GILBERT, Professeur à l'Université Paris XII, Paris-Est Créteil (rapporteur), M. Nader HAKIM, Professeur à l'Université de Bordeaux, Mme Elisenda MALARET GARCIA, Catedrática à l'Université de Barcelone (rapporteur), M. Fabrice MELLERAY, Professeur à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne (directeur de la recherche).

2011 : Master 2 recherche « Droit Public Fondamental », Université Montesquieu-Bordeaux IV.

2010 : Certificat d'études européennes, Université Montesquieu-Bordeaux IV.

2009 : Licence de droit, Universidad de Valladolid, Université Montesquieu-Bordeaux IV (programme Erasmus).

2006 : Baccalauréat, série littéraire, spécialité latin, option grec, Lycée Camille Jullian, Bordeaux.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Juillet 2019 : Enrichir ses pratiques en pédagogie. DRRH/Pôle Développement des compétences, Université Paul Valéry-Montpellier III.

Juin 2019 : Prévention et secours civique – PSC 1. DRRH/Pôle Développement des compétences, Université Paul Valéry-Montpellier III.

Novembre 2018 : La carrière de MCF. DRRH/Pôle Développement des compétences, Université Paul Valéry-Montpellier III.

Avril 2015 : Enseigner avec le numérique « découverte de moodle ». Pôle RHDS-Service du développement des compétences, Université de Bordeaux.

Mars 2013 : Formation professionnelle des doctorants contractuels. Parcours enseignement. Année 2. IUFM d'Aquitaine.

Novembre/décembre 2011 : Formation professionnelle des doctorants contractuels. Parcours enseignement. Année 1. IUFM d'Aquitaine.

LANGUES

Espagnol : Certification niveau C2 (*Diploma de español como lengua extranjera -DELE-* délivré par l'Institut Cervantes au nom du Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle espagnol en 2009)

Anglais : Expression orale et écrite niveau B1, compréhension orale et écrite niveau B2.